



## Santé : la paix des braves plutôt que la guerre syndicale

Plus que jamais, le système de santé a besoin de retrouver un peu de sérénité. La crise de la covid a montré que son organisation étatique, centralisée, fondée sur des dogmes et des doxas administratives, n'apportait pas les réponses attendues par la population.

Plus loin, l'État, mauvais employeur s'il en est, a laissé se développer un scepticisme profond et une désaffection grandissante des professionnels et des jeunes générations pour le système de santé français, pourtant présenté comme « la perle » dans les années 90.

Enfin, en laissant, pour mieux régner, s'envenimer voire encourager les plaies torpides des corporatismes, des représentations hiérarchiques basées sur de vieux crédos de la création de la médecine, on aboutit à cette catastrophe : la division, l'esprit de caste, les peurs ont séparé l'hôpital de la ville, la santé du médicosocial, le social du sanitaire. Les professions s'entrechoquent, considèrent leurs prérogatives comme des priorités vitales et ne pensent plus l'avenir à l'aune des défis que la technologie, l'IA et les grands enjeux comme le climat ou One Health nous pressent pourtant d'affronter. Pour parachever tout cela le fossé se creuse avec les élus locaux dans la confiance qu'ils accordaient auparavant aux médecins, croyant que ceux-ci placeraient plus haut que tout la prise en compte de l'accès aux soins pour la population de nos territoires.

Il nous faut, après les rodomontades et le fracas des armes, une paix même relative pour réfléchir et trouver des solutions.

La négociation de la convention médicale montre combien cette paix est nécessaire. Certains messages syndicaux, une approche étriquée de la négociation de la part d'une administration qui croit dur comme fer que les institutions finiront par avoir toujours raison, le non-respect des lignes rouges de chaque partie font que l'on risque de voir capoter ce fragile édifice. Or, un retour dos-à-dos des deux parties montrerait au reste du pays qu'un certain sens des responsabilités a échappé aux protagonistes. Qui plus est, c'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Et le leurre du déconventionnement massif est un poison et un miroir aux alouettes dont ne veulent pas les patients.

Certaines centrales syndicales, ayant toujours pris leur responsabilité au cours de l'histoire conventionnelle, pourraient être des acteurs d'un renouveau du dialogue et de la négociation. L'État doit enfin leur donner les moyens financiers et organisationnels pour co-construire une relation conventionnelle de confiance et d'avenir. Plus loin que les invectives et les bras de fers, pensons à une convention qui embarque tous les médecins libéraux dans l'effort nécessaire pour les territoires et pas uniquement les 40% des médecins déjà impliqués. Travaillons, il y a urgence, à mettre en œuvre immédiatement des dispositifs d'incitation et de soutien sans renvoyer leurs effets financiers aux calendes grecques. Engageons le travail sur le multiprofessionnalisme et rapprochons la société civile de son système de santé. Il y a des plaies à refermer et un avenir à construire tous ensemble, celui d'un nouveau contrat social entre les médecins et la société.

---

**Signataires :** **Guy Vallancien**, membre de l'Académie de Médecine ; **Isabelle Riom**, médecin ; **Benoît Péricard**, président d'une association médicosociale, ancien directeur santé de KPMG ; **Vincent Olivier**, journaliste, fondateur de Recto Verso ; **Philippe Denormandie**, chirurgien neuro-orthopédiste ; **Olivier Mariotte**, président de nile ; **Jean-Paul Ortiz**, président d'honneur de la CSMF ; **Didier Bazzocchi**, Vice-président du think-tank CRAPS, ancien directeur général de MMA.